

Gatineau le 8 décembre 2016

Discours budget :

Si je fais un bilan des deux premières années, je dois vous dire que les déclarations récentes du maire a été une source de démotivation importante. D'un côté il n'arrête pas de vanter la maturité du conseil municipal et l'apport très important des conseillers municipaux et de l'autre côté, pour l'élection dans le district du Lac-Beauchamps, il demande plus d'alliés ? La vraie démocratie devrait se passer au conseil municipal, pas dans les médias

Lorsque j'entends le maire affirmer qu'il a besoin de plus d'alliés à la table du conseil, je suis tout à fait en désaccord.

Je crois tout comme mon collègue Denis Tassé que la population aurait subi une hausse de 1 % supplémentaire de taxe en 2015 et que nous aurions coupé dans nos infrastructures, ce qui aurait été une grave erreur.

Dans son bilan le maire est revenu sur le cadre financier d'Action Gatineau. Il n'a jamais eu le courage de le déposer au conseil municipal, car à mon avis il ne tenait tout simplement pas la route.

Un trou financier de plus de 10 millions de dollars, voilà ce qu'aurait été le résultat.

Budget 2016 :

Le conseil municipal a voté une hausse de taxe de 2,9 % pour le budget 2016 de la ville de Gatineau, dont 1 % pour la taxe dédiée au déficit d'infrastructure.

Les travaux de la commission de révision des dépenses et des services que je préside et que j'ai créée a permis de récupérer 10,2 millions récurrent après 2 ans sur un objectif de 5,5 millions du potentiel estimé par Raymond Chabot Grant Thornton, soit 185 % de l'objectif.

Les hausses de taxes demeurent en croissance chaque année et je n'adhère pas au discours que dans le fond, on ne peut pas faire grand-chose, que l'on a juste une petite marge. Avec une telle attitude, jamais la commission de révision des dépenses et des services n'aurait vu le jour.

Lors de l'étude du budget en novembre dernier, nous avons souligné un déficit structurel de 4,3 millions chaque année. J'ai demandé à mes collègues de me mandater pour éliminer ce déficit structurel et mon objectif est de le réussir pour le budget 2018.

Ma priorité : dégager une marge de manœuvre récurrente jusqu'à 10 millions d'ici 2019 :

En faisant le bilan des derniers jours de l'étude du budget, j'en suis venu à la conviction profonde que nous devons donner un coup de barre important pour nous assurer que le déficit annuel en infrastructure cesse, au minimum d'augmenter (il est passé de 1,1 milliard \$ à 1,3 milliard \$ de 2010 à 2013), même chose au niveau du pavage et rénovation de nos routes, de 20 à 28 millions par année.

Ne pas arrêter l'hémorragie serait une grave erreur à mon avis. Les 3 derniers sondages citoyens sont clairs, dont le dernier : 31 % priorisent l'amélioration de l'état des routes et de nos infrastructures. Ce pourcentage est un résultat significatif à une question ouverte.

Nous devons être en mesure de répondre oui à l'objectif du programme du conseil :

- **Mettre en œuvre un plan d'asphaltage adéquat des rues en fonction de l'état de la situation et du plan d'intervention**

Il faut être prêt à investir lorsque des programmes fédéraux et/ou provinciaux seront disponibles.